



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

## **PREFET DU VAL-DE-MARNE**

### **DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA COHESION SOCIALE**

#### **ARRÊTÉ N° 2013/2408**

#### **Portant agrément d'un espace de rencontre pour être désigné par l'autorité judiciaire A l'association Espace Droit Famille**

**LE PREFET DU VAL DE MARNE,  
Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Officier de l'Ordre National du Mérite,**

- VU Le code civil, notamment ses articles 373-2-1, 373-2-9 et 375-7 ;
- VU Le code de l'action sociale et des familles, notamment ses articles D.216-1 à D.216-7 ;
- VU La loi n°2007-293 du 5 mars 2007 réformant la protection de l'enfance et consacrant notamment l'existence des espaces de rencontre ;
- VU La loi 2010-769 du 9 juillet 2010 relative aux violences faites spécifiquement aux femmes, aux violences au sein des couples et aux incidences de ces dernières sur les enfants ;
- VU Le décret n°2012-1153 du 15 octobre 2012 relatif aux espaces de rencontre destinés au maintien des liens entre un enfant et ses parents ou un tiers, notamment son article 2 ;
- VU L'arrêté du 28 juin 2013 relatif aux modalités de fonctionnement et d'organisation des espaces de rencontre
- VU La circulaire DGCS/SD2C/2013/240 du 28 juin 2013 relative à l'organisation et à l'agrément des espaces de rencontre ;
- VU La demande du 24 juin 2013 présentée par l'association « Espace Droit Famille » en vue d'obtenir l'agrément de l'espace de rencontre dont elle est gestionnaire ;
- VU Le dossier déclaré complet par la Direction départementale de la cohésion sociale le 02 juillet 2013;
- CONSIDERANT** que la demande présentée répond aux conditions d'agrément prévues à l'article D.216-4 du code de l'action sociale et des familles ;
- SUR** proposition du Directeur Départemental de la Cohésion Sociale du Val-de-Marne ;

#### **A R R Ê T E**

**ARTICLE 1** : L'agrément mentionné à l'article D.216-1 du code de l'action sociale et des familles **est accordé à l'association ESPACE DROIT FAMILLE** 1 rue Jacques Prévert 94000 Créteil **pour son espace de rencontre** situé à cette même adresse, de la date de publication du présent arrêté.